



Approbation de l'octroi de financements pour la préparation de programmes à One Acre Fund et Farm Africa (Agriculture innovante en République démocratique du Congo)

Décision adoptée le 24 novembre 2021 lors de la 19^e réunion du Conseil d'administration

EB.2021.24

Considérant

- la déclaration de CAFI et le défi persistant que posent la perte des forêts et la sécurité alimentaire dans la région et les cadres de coopération existants avec les pays partenaires de CAFI (y compris les Lettres d'intention, les financements préparatoires et les études de faisabilité),
- la [décision EB.2021.03](#) relative au lancement de l'appel à manifestations d'intérêt pour le programme sur l'Agriculture innovante,
- la [décision EB.2021.13](#) relative à la première évaluation des offres reçues demandant à One Acre Fund et à Farm Africa d'élaborer et de soumettre à CAFI des propositions techniques et financières,
- les Termes de référence et le Manuel des opérations révisés du Fonds CAFI approuvés par la [décision EB.2021.01](#), établissant que l'admissibilité des organisations non gouvernementales internationales – autres que les institutions des Nations Unies, la Banque mondiale et les organismes de coopération internationale (OCI) – est confirmée à la suite d'une évaluation de l'approche harmonisée des transferts d'espèces (HACT) et d'une cote de risque faible,
- les propositions de financement pour les études de faisabilité soumises par One Acre Fund et Farm Africa,
- les conclusions de l'évaluation de la HACT de One Acre Fund et Farm Africa,

le Conseil d'administration de CAFI :

1. approuve le financement préparatoire et le transfert d'un montant de 500 000 dollars US à One Acre Fund et de 431 001 dollars US à Farm Africa ;

2. charge le Secrétariat de veiller à ce que les observations ci-dessous soient prises en compte dans une version révisée du document de programme avant que celui-ci ne soit soumis au Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires en vue du transfert des fonds :
 - a) One Acre Fund devra :
 - i) réduire le budget global du financement pour la préparation du programme afin ne pas dépasser le plafond de 500 000 dollars US, tout en maintenant les essais sur le terrain ;
 - ii) corriger l'incohérence dans le calendrier indiqué dans sa proposition, qui s'étale sur 12 mois alors que le calendrier des réalisations attendues couvre de 10 mois, et réduire au moins de moitié la durée des travaux de recherche documentaire actuellement fixée à trois mois ;
 - b) Farm Africa devra :
 - i) supprimer ou réduire sensiblement la ligne budgétaire des consultations avec CAFI et ceux chargés de l'élaboration des programmes CAFI et accroître plutôt le budget des consultations avec les autorités et les acteurs locaux ;
 - ii) clarifier la justification de l'évaluation de la biodiversité et du potentiel mécanisme connexe de paiements pour services environnementaux ;
3. demande au Secrétariat de CAFI et aux organismes de mise en œuvre d'élaborer un plan d'assurance qui prend en compte les recommandations de l'évaluation HACT ;
4. invite One Acre Fund et Farm Africa à élaborer et à soumettre à CAFI un rapport de pré faisabilité détaillé (phase 1), avant de procéder à l'élaboration du document du programme (phase 2). Au cas où les informations et les orientations figurant dans le rapport de pré faisabilité (phase 1) sont jugées suffisamment solides, le Conseil d'administration de CAFI adoptera une décision visant à définir les orientations du programme, le budget visé et la durée, qui constitueront la base du démarrage des travaux de la phase 2 ;
5. invite One Acre Fund et Farm Africa à présenter dans le rapport d'étude de pré faisabilité les éléments suivants :
 - a. détermination des besoins et des meilleures stratégies pour y répondre (suivant une approche de la théorie du changement), des objectifs quantifiés, de la durée du programme et du budgétaire estimé nécessaire basé sur des estimations de coûts justifiées ;
 - b. synergies concrètes avec les programmes existants lors de la conduite de l'étude de faisabilité. Les activités ne devraient pas se limiter à celles financées par CAFI et devraient également aider de manière cohérente les donateurs de CAFI dans leurs efforts de programmation. Plus particulièrement, dans les zones où sont réalisés des programmes intégrés REDD+ (PIREDD), s'assurer que l'appui est fourni en priorité là où l'aménagement du territoire a été réalisé, dans le droit fil des plans d'aménagement du territoire et en appui aux plans de développement vert associés¹ ;
 - c. assurer, dans la mesure du possible, une cohérence des méthodes entre l'évaluation à distance prévue des changements d'utilisation des terres (produit 2 du programme proposé par Farm Africa)

¹ Avec l'idée explicite que l'appui fourni est directement lié à la protection des forêts et au processus national REDD+.

et l'étude régionale financée par CAFI sur les moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts . Veiller à ce que l'étude de faisabilité et la conception du programme mettent un accent sur i) l'inclusion du genre, y compris du point de vue des données ventilées par sexe, ii) les droits humains et la non-discrimination, iii) la prévention et la résolution des conflits, en particulier en ce qui concerne la possession des terres, iv) le suivi et l'apprentissage, tout en assurant une bonne mise en phase avec le cadre de résultats de CAFI, v) l'analyse du lien entre l'agriculture et la protection des forêts, vi) l'analyse des possibilités d'une poursuite à une plus grande échelle du programme et des moyens pour y parvenir, vii) l'analyse des risques de corruption et des conflits d'intérêts, ainsi que des parties qui auraient à gagner ou à perdre dans le cadre de l'initiative ;

6. rappelle que les organismes de mise en œuvre devront rendre compte des progrès accomplis par rapport aux objectifs et aux jalons visés dans la Lettre d'intention, et des indicateurs du Plan national d'investissement REDD+ et du cadre de résultats de CAFI conformément aux lignes directrices et modèles de formulaires de CAFI. En outre, ils devront communiquer à CAFI tous les rapports et données brutes issus des enquêtes auprès des ménages et d'autres études de terrain, y compris les informations spatiales (c'est-à-dire les coordonnées GPS) et les informations sur la manière dont leurs activités prennent en compte et respectent les mesures de sauvegarde sociales et environnementales de CAFI ;
7. rappelle que, tout en respectant leurs règles et réglementations, les organismes de mise en œuvre s'engagent en faveur de la tolérance zéro en ce qui concerne la fraude, la corruption et l'exploitation et les abus sexuels, de la protection des lanceurs d'alerte, de la publication de l'information, la prise en compte de la problématique du genre et de l'inclusion sociale, et du recours à des mécanismes de présentation de plaintes adéquats. En outre, les organismes de mise en œuvre s'engagent à gérer avec le plus grand soin tous les autres risques contextuels et programmatiques recensés par le Conseil d'administration. Les organismes de mise en œuvre devraient également anticiper pour signaler ces risques au Fonds CAFI en ce qui concerne les termes de référence du Fonds CAFI ;
8. charge le Secrétariat de CAFI de signer le document du programme en son nom.